

Les agricultures au défi des territoires : perspectives internationales et enseignements pour les pays du « printemps arabe »

Séminaire international co-organisé par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC), Tunis, et le GIS Collège International des Sciences du Territoires, Université Paris-Diderot, Tunis 10-11 mai.

Coordination scientifique : Alia Gana (CNRS), Evelyne Mesclier (IRD) et Jean-Louis Chaleard (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne)

Contact : alia_gana@yahoo.fr

L'agriculture est au cœur d'enjeux majeurs pour les territoires: fonciers, économiques, sociaux, environnementaux. Les crises agricoles et environnementales comme les demandes sociales par rapport à l'espace rural et à l'alimentation (sécurité alimentaire et qualité des produits) interrogent fortement les modèles de développement de l'agriculture et leurs bases socio-territoriales. Dans le double contexte de la mondialisation et de l'émergence des problématiques de développement durable, des processus contradictoires caractérisent aujourd'hui les transformations des systèmes agro-alimentaires et les dynamiques territoriales qui les accompagnent.

D'un côté, les exigences de la libéralisation des marchés entraînent un processus d'intensification accrue des systèmes de production (dans certains contextes leur extensification), d'agrandissement et de concentration des exploitations et renforcent la pression sur les ressources et les écosystèmes. Cette tendance, renforcée par le mouvement d'acquisition foncière à l'échelle mondiale (land grabbing), favorise une hyperspécialisation des systèmes agricoles, la consolidation de monopoles « territorialisés » de rente et contribue à la « désertification » de certains espaces ruraux, une urbanisation rapide autour des villes et des écarts de plus en plus marqués entre les territoires.

D'un autre côté, les demandes sociales en matière de qualité des produits et de cadre de vie et les exigences des nouvelles fonctions environnementales assignées à l'espace rural favorisent, dans certains contextes, l'émergence de pratiques agricoles innovantes, voire la revalorisation de formes paysannes, et la défense d'une agriculture péri-urbaine, voire urbaine. Ces dynamiques s'inscrivent dans une perspective de construction de territoires préconisant la diversification des activités économiques, comme moyen de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté, de permanence de terres agricoles ainsi que de nouveaux modèles de valorisation des ressources de l'espace plus soucieux de la gestion du foncier agricole associée à des facteurs environnementaux.

Prenant des formes différentes au Nord et au Sud, mais entretenant aussi d'étroites relations, la restructuration des activités productives et de commercialisation, la réorientation des politiques d'aménagement de l'espace et de développement, ainsi que les réorganisations institutionnelles auxquelles elles donnent lieu, conduisent à une recomposition des territoires à différentes échelles. Celle-ci s'exprime dans des mouvements contradictoires de déterritorialisation/reterritorialisation des activités agricoles, de marginalisation/intégration d'espaces productifs, de diversification/spécialisation des systèmes de production, de concentration/morcellement des exploitations, d'inscription dans les marchés

internationaux/consolidation de marchés locaux.

Dans les pays du sud, plus particulièrement en Afrique du Nord, les crises alimentaires générées par l'explosion des matières premières agricoles, les émeutes de la faim auxquelles elles ont donné lieu, en Egypte et au Maroc notamment, interrogent fortement les stratégies de développement qui soumettent l'approvisionnement alimentaire des populations aux aléas du marché mondial, contribuent à la marginalisation économique et sociale de larges fractions de la population rurale et accroissent les disparités entre les territoires. En conférant à la question alimentaire et à celles liées aux inégalités territoriales une dimension éminemment politique, la révolution tunisienne et les mobilisations sociales auxquelles elle a donné lieu, y compris dans le monde rural et agricole, réinterrogent les fonctions sociales et spatiales de l'agriculture et son rôle dans le développement territorial. Alors qu'en Tunisie, les principaux foyers de la révolte populaire sont des régions intérieures à dominante rurale et que les mobilisations d'agriculteurs et de ruraux revendiquant un meilleur accès à la terre et à l'eau ne fléchissent pas, les analyses des bouleversements socio-politiques en cours, ainsi que le débat public et politique, n'accordent qu'une attention limitée à la question agricole et à ses enjeux territoriaux. Les programmes des partis politiques restent en général silencieux sur le rôle susceptible d'être joué par l'agriculture dans la réduction des inégalités territoriales. De même les orientations préconisées par le gouvernement provisoire ne permettent pas d'identifier une rupture d'avec les modèles de développement précédents, générateurs de dépendance alimentaire, d'exclusion sociale et de marginalisation des territoires.

A partir d'une confrontation d'analyses et d'expériences issues de différents pays, ce séminaire propose de développer une réflexion sur les enjeux territoriaux de l'agriculture et d'en tirer des enseignements pour la définition d'options de développement agricole et d'aménagement du territoire susceptibles de répondre aux aspirations de justice sociale et spatiale exprimées dans les pays du « printemps arabe ». La réflexion proposée s'articulera autour des axes thématiques suivants:

- Dynamiques foncières, structures agraires et constructions territoriales
- Dynamiques sociodémographiques du monde agricole et rural et inégalités territoriales
- Alternatives agricoles, agriculture péri-urbaine et urbaine et recompositions territoriales
- Politiques agricoles et aménagement du territoire
- Diversification, multifonctionnalité de l'agriculture et développement territorial
- Rôle des organisations professionnelles agricoles